

PERSPECTIVE CATHOLIQUE

Aux catholiques, à ceux qui le sont un peu et à ceux qui ne le sont pas du tout

Une économie qui remplisse sa mission chrétienne

Éric Bertinat - Les textes du Pape Pie XII conserve une actualité que le temps qui passe n'altère pas ; au contraire il nous force gentiment à réfléchir pour traduire son message à la mesure de l'époque présente. Nous ne pouvons alors qu'admirer la réflexion de ce grand Pape. Ni l'intrusion de l'informatique, ni la disparition de l'industrie de nos pays européens ne modifient le message présenté ci-dessous. Les nouveaux développements apportés par le Big Data, l'informatique mobile ou le Cloud permettent des formes de travail totalement nouvelles mais ne changent en rien la pratique chrétienne du travail.

Non pas que l'Église ait mission d'assumer la direction de la vie économique, mais c'est elle qui enseigne les normes morales inébranlables qui, tels des phares lumineux, s'élèvent au-dessus de la mer agitée des problèmes sociaux. La doctrine catholique exige de la part de l'ouvrier l'accomplissement honnête et consciencieux de son devoir; elle ennoblit son activité professionnelle, exercée dans un esprit chrétien, de l'empreinte sublime d'une vocation voulue et sanctifiée par Dieu. Et c'est précisément pour cela que l'on s'oppose à l'essence même de la doctrine chrétienne lorsque l'on dégrade le frère humain travailleur, lorsque l'on fait de lui un esclave, un simple facteur de l'économie. Et c'est de ces considérations-là que naît, impérieux, le postulat d'une économie qui remplisse sa mission chrétienne: servir le bien commun de tous, à un bonheur modeste goûté à la chaleur de son propre foyer, abrité sous son propre toit.

*Cependant, l'appel social que l'Église adresse aujourd'hui à la société ne pourra être entendu ni surtout compris s'il ne trouve un écho puissant parmi les entrepreneurs qui pensent en catholiques, parmi les ouvriers qui pensent en catholique, dans les familles au sein desquelles la génération montante se pénètre de toute l'ardeur et de toute la ferveur d'une foi catholique réellement vécue. (Cité in **Pie XII, sa vie, sa personnalité** - Otto Walter, 1940)*

Nos frontières seraient-elles menacées ?

Jean-Pierre Saw - Dans un entretien du 28 août avec *Le Quotidien jurassien*, le conseiller national socialiste Pierre-Alain Fridez présente son livre à paraître : «Les chars russes n'envahiront pas la Suisse, la bataille du Rhin n'aura pas lieu». Si le titre parle pour lui-même, résumons ici les points que soulève l'auteur :

- La Russie a des objectifs clairs et l'invasion de l'Europe n'en fait pas partie. Ils ne justifient en aucun cas un changement de politique envers l'OTAN.

- La diplomatie suisse a échoué avec le sommet du Bürgenstock. Elle a perdu toute crédibilité en jouant le jeu de la propagande ukrainienne sans inviter la Russie.

- La commission d'étude instituée par la conseillère fédérale Amherd, que l'auteur a quittée avant la fin des travaux, est une supercherie qui avait pour seul objectif d'apporter le soutien d'un groupe d'experts alibi.

La ligne du Département de la Défense (DDPS) consiste à prôner le rapprochement de l'OTAN («s'aligner», selon Monsieur Fridez) sans adhésion. Il s'agirait de s'entraîner avec les autres, d'apprendre des autres, de coordonner nos réactions, de jouer des scénarios et nos réactions communes. L'idée est tentante. Elle tente surtout les militaires qui rêvent d'aventure. Cependant, elle ne repose pas sur une analyse compréhensible.

Ainsi, dans son entretien du 24 septembre avec la RTS, l'ancien chef de l'armée Philippe Rebord pose d'abord un axiome : «L'intervention de la Russie change tous les paradigmes». Selon lui, nous avons affaire à une «armée adverse potentielle» qui affiche «une volonté d'engager ses capacités». Après avoir reconnu que Zürich était loin de Moscou (2591 km, selon google maps), il qualifie de «très sérieuse»

une menace sur un pays balte. Admettons. Mais en quoi cela concernerait notre défense nationale ? Monsieur Rebord ne nous le dit pas ; il passe directement au constat que nos bataillons d'infanterie manquent de matériel. La défense de ses anciens protégés est appréciée, mais la démarche intellectuelle peine à convaincre, car Monsieur Rebord raisonne comme un membre de l'OTAN, tenu selon l'article 5 de la charte de se mobiliser lorsqu'un autre membre est attaqué. «Désinformation, propagande, et espionnage économique» représentent des menaces plus immédiatement évidentes que l'invasion de la Suisse. La menace russe ressemble donc plus à un prétexte qu'à un motif valable. C'est pourtant sur cette base qu'est recommandé le rapprochement de l'OTAN, «seul partenaire qui pourrait opérer avec nous» ... mais contre qui ?

Nous rejoignons bien sûr le Commandant de corps lorsqu'il parle de «redonner ses lettres de noblesses à l'obligation de servir», puisque à ses yeux, le plus importants ce sont les «citoyens-soldats». A la base de notre armée, il y a effectivement une société ; or rendre à nos jeunes le sens du service, la conviction que rien n'est jamais acquis, qu'il faut s'engager pour préserver la paix, quitte à donner sa vie, nous paraît une noble aspiration. Que cet appel du pied aux soldats et officiers ne serve cependant pas de trompe l'œil, car pour Monsieur Rebord, «La neutralité n'est pas un but en soi», mais «un outil de la politique de sécurité. C'est le Conseil fédéral qui décide de la façon dont il veut l'utiliser». Or l'article 185 de notre Constitution enjoint le Conseil fédéral de prendre «des mesures pour préserver la sécurité extérieure, l'indépendance et la neutralité de la Suisse.» S'en servir ou la servir : entre les deux, il y a un monde. —

Quelle honte !

Gabriel Simon - Depuis 1291 la Suisse s'est développée, entourée de voisins puissants et même hostiles mais elle n'a jamais été défendue par des carpettes en recherche de reconnaissance et fait face à des ennemis aussi malveillants que l'est Mme Von der Leyen.

Voici que nos conseillers fédéraux qui veulent à tout prix nous fondre dans la masse informe d'un monde sans nation placent la Suisse devant un nouvel ultimatum de l'UE (il y a là comme un air de déjà vu). Soit nous acceptons le dictât de Bruxelles, soit les négociations s'arrêtent.

Avant d'entrer dans le vif du sujet, faisons un petit retour en arrière, après le rejet de l'accord-cadre le 26 mai 2021. On nous avait promis la ruine, la fin du francs, la chute des exportations, la baisse du PIB et la mort de notre recherche. Quatre ans plus tard où en sommes-nous ?

La dette brute de la Suisse (selon les critères de Maastricht) est en baisse et se situe à moins de 39% du PIB alors que celle de l'UE est de 82%. Le franc ne s'est pas effondré, bien au contraire, il s'est apprécié de plus de 15% ; quant à l'inflation, au cours de cette même période, elle n'a jamais dépassé les 3,4% (février 2023) alors que dans l'UE elle a même dépassé les 10%. Pour ce qui en est de la recherche, c'est bien au CERN, à Meyrin, que Mme Von der Leyen est venue annoncer son ultimatum (tout un symbole).

L'UE a déjà :

- 1) détruit sa filière nucléaire ;
- 2) ruiné son industrie avec ses sanctions contre la Russie ;
- 3) cassé le secteur automobile avec une transition écologique dogmatique et déconnectée de la réalité ;
- 4) saccagé son agriculture avec des accords avec le monde entier et voilà que, fort d'un tel succès, elle veut maintenant entrer en guerre commerciale contre la Chine et imposer son modèle à la Suisse, pour que celle-ci partage et finance ses délires et ses déboires!

C'est une situation nouvelle : «le cancre qui veut imposer sa méthode au bon élève».

La libre circulation des personnes au sein de la passoire de Schengen est non seulement rejetée par le Danemark mais aussi, depuis peu, par l'Allemagne (arroseur arrosé qui, après avoir ouvert les vannes, est aujourd'hui submergée), la Hongrie, la Pologne et l'Italie, mais voilà que la Suisse devrait elle y souscrire puis, à terme, accueillir son quota d'étrangers alors même que notre pays est déjà au bord de la rupture (surpopulation). Malheureusement rien ne semble arrêter la groupie de Mr Zelinsky et notre pauvre Violette (qui se voit peut-être comme ce cher Alain Berset à la tête d'une organisation supranationale).

Quant aux fonds de cohésion pour financer l'élargissement de l'UE, (à titre d'information, les candidats à cet élargissement sont la Bosnie, l'Albanie, la Macédoine, le Monténégro, la Turquie, la Moldavie la Géorgie et même l'Ukraine), on apprend qu'ils devront être conséquents (on parle de milliards de francs suisses), récurrents et bien entendu amenés à augmenter avec le temps et à mesure des adhésions.

En quelques mots, la Suisse devrait payer pour les délires expansionnistes d'Ursula et sa défaite (et celle de l'OTAN) en Ukraine ainsi que pour les errements idéologiques de Violette.

Alors une fois pour toute disons à l'UE que la Suisse n'est pas un paillason et/ou une vache à lait et que ce ne sont pas des dirigeants non élus qui vont lui dicter sa conduite. Quant au conseil fédéral il ferait bien d'écouter son peuple et pas les idéologies mondialistes et wokistes promues par Bruxelles au risque de finir comme Emmanuel Macron sifflé par son peuple quand il se déplace dans son pays. —

Photo catho



Cécilia Romanens

Elections américaines (suite)

et 2020, et que Biden n'a plus eu qu'à récolter les fruits de cet investissement après son élection, lorsqu'il s'est opposé à toute forme de négociation avec les Russes avant le 24 février 2022. Tout est prêt pour continuer sur la même lancée. Début septembre, la Chambre des Représentants votait la loi HR1157 instituant un fond de 1,6 milliard de dollars pour lutter «contre l'influence maligne de la République populaire de Chine». Le ton est donné. On se souvient des cinq milliards dépensés pour provoquer le coup d'État antirusse en Ukraine en février 2014. A cela s'ajoutent les 90 milliards annuels du budget du Département

d'Etat destinés à financer les ONG, partis, groupes de pression et gouvernements amis susceptibles de « nos valeurs » dans les pays supposés hostiles. Ainsi que les 850 milliards du budget du Pentagone, chargé de veiller à ce que tout se déroule selon le plan. Pas de doute, les vaches seront bien gardées.

Il y a donc peu de chance pour que Joe Biden, lors de son discours d'adieu en janvier prochain, rappelle les propos qu'avait tenus dans la même circonstance son prédécesseur Georges Washington, lorsqu'il avait enjoint ses successeurs, à la fin du XVIIIe siècle, de « se garder des alliances permanentes » et de profiter de la protection offerte par les océans pour « se maintenir à saine distance » des intrigues étrangères. —

+ Mgr Bernard Tissier de Mallerais

Éric Bertinat - Le 13 octobre 1969, neuf séminaristes firent une retraite spirituelle prêchée par le père Théodossios et Mgr Marcel Lefebvre afin de préparer une année préparatoire à l'entrée au séminaire. Tous suivaient les cours de l'université de Fribourg. Il y avait sept Français, un Argentin et un Suisse. A la fin de cette première année, passée au Foyer salésien Jean-Bosco à Marly (Fribourg), ils n'étaient plus que deux : l'abbé Paul Aulagnier, qui achevait sa première année de théologie, l'abbé Bernard Tissier de Mallerais qui terminait quant à lui sa première année de philosophie et qui sera ordonné prêtre en 1975 par Mgr Lefebvre.

Cette fidélité à la Fraternité Saint Pie X caractérisera ce prélat venu de la Haute-Savoie, né en 1945, d'apparence timide, d'un caractère doux mais ferme sur ses convictions a toujours montré une grande gentillesse. Après les premières ordinations, sur les trois nouveaux prêtres, un seul demeurera aux côtés du fondateur d'Écône : l'abbé Tissier de Mallerais. Il sera successivement professeur au séminaire valaisan, directeur de celui-ci, secrétaire général de la Fraternité Saint-Pie X avant d'être ordonné évêque en 1988 par Mgr Lefebvre, sans mandat pontifical. Le 21 janvier 2009, Benoît XVI a levé l'excommunication qui le frappait. Ce théologien reconnu de la Fraternité était polyglotte, il maîtrisait le français, l'anglais et l'allemand, avec une bonne connaissance de l'espagnol. Il est l'auteur de *L'étrange Théologie de Benoît XVI*, dans lequel il critique certaines prises de position du Pape, confirmant ainsi son opposition aux réformes post-conciliaires. Il ne cacha jamais son scepticisme quant à la possibilité d'une pleine communion sans concessions doctrinales de la part du Vatican.

La disparition de Mgr Bernard Tissier de Mallerais relance la question de l'ordination de nouveaux évêques pour la Fraternité Saint-Pie X. Depuis le renvoi de Mgr Richard Williamson en 2012, seuls deux évêques restent actifs pour administrer les sacrements et ordonner les futurs prêtres. —



Mgr Tissier de Mallerais au séminaire de Zeitkoffen, lors de la prise d'habits le 1er février 1991.

Les funérailles de Mgr Bernard Tissier de Mallerais auront lieu au séminaire d'Écône le 18 octobre prochain.

Comment nous aider ?

Principalement par une contribution financière nous permettant d'organiser des conférences et d'expédier notre Lettre.

Le QR facilitera votre versement.



Autre idée : nous verser une petite somme mensuellement (20.- / 30.- / 50.- ou plus)
D'avance, nous vous remercions.